



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question au Gouvernement n° 1855

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud.

M. Didier Migaud. Monsieur le Premier ministre, nous apprenons, par une dépêche de l'AFP, que le groupe électronique Thomson sera cédé à un prix symbolique. C'est ce qu'a déclaré ce matin le ministre de l'économie et des finances. Et par « prix symbolique », on entend un franc,...

M. Jean Glavany. C'est une honte !

M. Didier Migaud. ... alors qu'il s'agit d'un groupe qui pèse 74 milliards de francs ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Pierre Lellouche. Mais qui a 25 milliards de dettes !

M. Patrick Ollier. Soyez prudent, monsieur Migaud !

M. le président. Du calme, mes chers collègues !

M. Didier Migaud. Oui, un franc pour un groupe qui pèse 74 milliards de francs !

Monsieur le Premier ministre, vous et M. le ministre de l'économie et des finances avez qualifié votre action d'historique.

Je constate que vous allez faire bénéficier ceux qui sont les plus privilégiés de cent fois plus de réduction d'impôts mais qu'en cédant Thomson vous bradez le patrimoine public ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Et c'est cela que vous appelez le « patrimoine historique » ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Un peu de calme, mes chers collègues !

M. Didier Migaud. Ma question sera simple : monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous confirmer que le groupe Thomson, qui pèse, je le répète, 74 milliards de francs, sera vendu à un groupe privé pour un franc symbolique ? Si telle est la vérité, vous avez une drôle de conception du bien public et de l'histoire !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Jean-François Cope. Que faites-vous des dettes de Thomson ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Mesdames, messieurs les députés, grâce à M. Migaud, nous venons de trouver enfin la clef de lecture de la gestion socialiste ! (Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Il existait jusqu'à présent une ambiguïté. Or nous savons maintenant que le groupe socialiste confond le chiffre d'affaires et la valeur d'une entreprise. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République, et huées en direction du groupe socialiste.)

M. Didier Migaud. Pas du tout !

M. Henri Emmanuelli. C'est faux !

M. le president. Un peu de calme ! Laissez le ministre repondre !

M. le ministre de l'economie et des finances. Il s'agit la d'un incontestable progres, dont nous devons nous rejouir.

Puis-je vous rappeler, monsieur Migaud, apres M. le Premier ministre, que, depuis la nationalisation...

M. Andre Santini. Socialiste !

M. le ministre de l'economie et des finances. Depuis la nationalisation, en effet socialiste, de Thomson, il n'a jamais ete procede aux recapitalisations necessaires en depit des pertes du groupe parce que l'on partait de l'idee qu'il suffisait de nationaliser pour qu'une entreprise prospere.

M. Didier Migaud. Absolument pas !

M. le ministre de l'economie et des finances. Dites-moi donc ce que sont devenus le Credit Lyonnais, le Comptoir des entrepreneurs, GIAT Industries et quelques autres ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique, et huees en direction du groupe socialiste.)

C'est dans le cadre d'une procedure transparente que deux groupes concurrents ont fait des offres au Gouvernement et qu'ils sont parvenus a la meme evaluation: le groupe Thomson vaut aujourd'hui moins 11 milliards de francs, soit le montant de la recapitalisation necessaire pour que nous puissions enfin le ceder, vous l'avez dit, monsieur le depute, pour un franc symbolique. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Il s'agit d'assumer ses responsabilites, et c'est ce que fait le Gouvernement.

Merci encore, monsieur Migaud, de nous avoir eclaires sur la gestion socialiste ! (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

## Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Didier Migaud.

M. Didier Migaud. Monsieur le Premier ministre, nous apprenons, par une depeche de l'AFP, que le groupe electronique Thomson sera cede a un prix symbolique. C'est ce qu'a declare ce matin le ministre de l'economie et des finances. Et par «prix symbolique», on entend un franc,...

M. Jean Glavany. C'est une honte !

M. Didier Migaud. ... alors qu'il s'agit d'un groupe qui pese 74 milliards de francs ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. Pierre Lellouche. Mais qui a 25 milliards de dettes !

M. Patrick Ollier. Soyez prudent, monsieur Migaud !

M. le president. Du calme, mes chers collegues !

M. Didier Migaud. Oui, un franc pour un groupe qui pese 74 milliards de francs !

Monsieur le Premier ministre, vous et M. le ministre de l'economie et des finances avez qualifie votre action d'historique.

Je constate que vous allez faire beneficier ceux qui sont les plus privilegies de cent fois plus de reduction d'impots mais qu'en cedant Thomson vous bradez le patrimoine public ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Et c'est cela que vous appelez le «patrimoine historique» ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president. Un peu de calme, mes chers collegues !

M. Didier Migaud. Ma question sera simple: monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous confirmer que le groupe Thomson, qui pese, je le repete, 74 milliards de francs, sera vendu a un groupe prive pour un franc symbolique ? Si telle est la verite, vous avez une drôle de conception du bien public et de l'histoire !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. Jean-Francois Cope. Que faites-vous des dettes de Thomson ?

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Mesdames, messieurs les deputes, grace a M. Migaud, nous venons de trouver enfin la cle de lecture de la gestion socialiste ! (Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Il existait jusqu'a present une ambiguite. Or nous savons maintenant que le groupe socialiste confond le chiffre d'affaires et la valeur d'une entreprise. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique, et huees en direction du groupe socialiste.)

M. Didier Migaud. Pas du tout !

M. Henri Emmanuelli. C'est faux !

M. le president. Un peu de calme ! Laissez le ministre repondre !

M. le ministre de l'economie et des finances. Il s'agit la d'un incontestable progres, dont nous devons nous rejouir.

Puis-je vous rappeler, monsieur Migaud, apres M. le Premier ministre, que, depuis la nationalisation...

M. Andre Santini. Socialiste !

M. le ministre de l'economie et des finances. Depuis la nationalisation, en effet socialiste, de Thomson, il n'a jamais ete procede aux recapitalisations necessaires en depit des pertes du groupe parce que l'on partait de l'idee qu'il suffisait de nationaliser pour qu'une entreprise prospere.

M. Didier Migaud. Absolument pas !

M. le ministre de l'economie et des finances. Dites-moi donc ce que sont devenus le Credit Lyonnais, le Comptoir des entrepreneurs, GIAT Industries et quelques autres ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique, et huees en direction du groupe socialiste.)

C'est dans le cadre d'une procedure transparente que deux groupes concurrents ont fait des offres au Gouvernement et qu'ils sont parvenus a la meme evaluation: le groupe Thomson vaut aujourd'hui moins 11 milliards de francs, soit le montant de la recapitalisation necessaire pour que nous puissions enfin le ceder, vous l'avez dit, monsieur le depute, pour un franc symbolique. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Il s'agit d'assumer ses responsabilites, et c'est ce que fait le Gouvernement.

Merci encore, monsieur Migaud, de nous avoir eclaires sur la gestion socialiste ! (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Migaud Didier](#)

**Circonscription :** - SOC

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1855

**Rubrique :** Matériels electriques et electroniques

**Ministère interrogé :** économie et finances

**Ministère attributaire :** économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 17 octobre 1996, page 5436

**Réponse publiée le :** 17 octobre 1996, page 5436

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 octobre 1996